

*Questions orales*

maintenir ces services de banlieue, évitant ainsi la fermeture de la ligne de Saint-Hilaire qui autrement va fermer le 31 août?

[Traduction]

**M. Blaine A. Thacker (secrétaire parlementaire du ministre des Transports):** Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que le gouvernement examinera toutes les possibilités au moment opportun. Si une région a des difficultés, c'est parce que les gens n'ont plus recours au service, qu'il s'agisse de VIA Rail ou du trafic-marchandises, parce qu'ils ont adopté d'autres modes de transport. C'est la réalité des lois du marché.

Le CN se trouve dans la situation suivante: un tiers environ de ses lignes acheminent 90 p. 100 du trafic, ce qui signifie que les deux tiers de ses lignes n'en acheminent qu'un tiers. La société ne peut tout bonnement pas continuer ainsi et rester concurrentielle par rapport au réseau de camionnage qui est devenu très élaboré au Canada.

\* \* \*

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR****L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LES VITICULTEURS DE L'ONTARIO**

**M. Girve Fretz (Érié):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture. Le ministre a récemment annoncé un programme d'aide à l'adaptation de l'industrie viticole de la Colombie-Britannique. Pourquoi le gouvernement n'offre-t-il pas un programme analogue aux viticulteurs de l'Ontario?

**M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, le gouvernement s'est engagé à élaborer une politique en consultation avec le gouvernement et les producteurs de toutes les provinces viticoles. Nous nous réjouissons des résultats de nos négociations avec le gouvernement et les viticulteurs de la Colombie-Britannique. Comme l'a dit le député d'Erie, nous avons annoncé il y a quelque temps le programme de quelque 28 millions de dollars qui en a découlé.

Je tiens à préciser que nous avons fait une offre concernant les viticulteurs de l'Ontario, dont les difficultés de toutes sortes ont été largement mises en relief pendant la période de questions d'aujourd'hui. Comme le gouvernement provincial est en train d'étudier cette offre, j'ai bon espoir que le problème pourra être réglé dans les meilleurs délais.

Je précise également que le gouvernement s'est engagé à tenir les viticulteurs de toutes les provinces au courant de la situation, y compris ceux qui, à ce qu'on me dit, se trouvent dans les tribunes aujourd'hui. Je crois comprendre, par ailleurs, que les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ont

offert de s'entretenir avec les producteurs que leur a signalés la députée de Hamilton-Est, mais que cette offre a malheureusement été rejetée.

**Mme Copps:** C'est faux, monsieur le Président, absolument faux.

**Une voix:** C'est un pur mensonge.

**M. le Président:** Je ne sais pas qui a dit cela, mais ce n'est rendre service ni à la Chambre ni à la présidence. Je m'en tiendrai là, mais je rappelle que ce n'est pas nécessaire.

\* \* \*

**LA DÉFENSE NATIONALE****LE PROJET D'ACHETER DES SOUS-MARINS À PROPULSION NUCLÉAIRE**

**M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke):** Monsieur le Président, le gouvernement et, en particulier, le ministre de la Défense nationale se sont vantés partout au Canada et à l'OTAN de leur projet d'achat de 10 à 12 sous-marins à propulsion nucléaire d'ici l'an 2012, soit 24 ans après leur défaite. On n'en entend plus parler depuis quelque temps et le silence semble être de rigueur. La date à laquelle le gouvernement avait promis de faire cette annonce est passée depuis longtemps.

Le gouvernement est-il disposé à admettre qu'il avait tort et qu'il n'a plus l'intention de donner suite à ce projet farfelu?

**M. Bud Bradley (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, le député sait qu'il soulève une question très importante. J'aimerais savoir si le député admet maintenant qu'il n'appuie plus l'initiative du gouvernement du Canada visant à moderniser nos Forces armées.

Le député va constater que le Canada a l'intention de moderniser sa marine et de lui fournir l'équipement le plus moderne possible. Sans doute est-il au courant de la récente déclaration du ministre de la Défense nationale selon laquelle l'annonce va être faite dans un avenir rapproché.

**LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

**M. Len Hopkins (Renfrew—Nipissing—Pembroke):** Monsieur le Président, cette réponse ne veut rien dire. Le député sait que je suis en faveur de la modernisation des Forces armées. Toutefois, notre parti est contre les sous-marins à propulsion nucléaire.

Le gouvernement va-t-il donner suite à son projet d'achat de 10 à 12 sous-marins à propulsion nucléaire, oui ou non? Voilà la question. Le secrétaire parlementaire pourrait peut-être arrêter de jouer pour la galerie et dévoiler sa position aux Canadiens.